

Depuis les années 2000, l'Asie connaît un développement impressionnant et généralisé des forces sous-marines de la quasi-totalité des pays qui la composent. À la confluence des deux grandes civilisations qui la bordent, indienne et chinoise, l'Asie du Sud-Est est une zone de clivages culturels, linguistiques et religieux ainsi qu'un carrefour stratégique qui voit passer dans ses détroits les principaux flux maritimes qui irriguent l'économie mondiale. Dans ce contexte, cette course aux armements pourrait conduire à une escalade militaire dans les 15 à 20 ans à venir.

1- Un contexte géostratégique complexe

Les divisions que connaît la région ont conduit à la création de Singapour, cité État majoritairement composée de Chinois dont la survie dépend de son niveau de puissance économique et militaire. Grand port de conteneurs et pétrolier, miracle économique elle se sent menacée par ses voisins immédiats, la Malaisie dont elle s'est séparée en 1965 et l'Indonésie qui a la plus forte population musulmane au monde.

La partie insulaire de l'Asie du Sud-Est comprend une multitude d'îles (17 000 en Indonésie, 7000 aux Philippines) à travers lesquelles les grandes routes maritimes qui relient l'Europe et les pays riverains de l'océan Indien passent par quelques détroits où le trafic est particulièrement dense. Les matières premières, fer, charbon, soja, pétrole et gaz naturel transitent vers l'est pour approvisionner principalement les économies du Japon, de la Corée du Sud et de la Chine. Dans l'autre sens, ce sont les produits manufacturés qui passent du Pacifique à l'océan Indien. Le détroit de Singapour voit passer plus de 70 000 navires par an transportant au total 41 % des flux mondiaux de conteneurs, 50 % de ceux du fer et plus de 20 % des hydrocarbures. Quand la production sidérurgique et la consommation pétrolière des pays occidentaux et du Japon stagnent ou décroissent, celles de la Chine progressent rapidement, rendant son développement économique totalement dépendant de cette voie maritime.

2- Le développement des capacités d'actions sous la mer

Au mépris de la convention de Montego Bay, la Chine revendique une souveraineté sur la mer de Chine Méridionale qu'elle justifie par des arguments historiques. Cette étendue d'eau constitue tout à la fois le débouché oriental des détroits et une zone qui contient d'importantes réserves d'hydrocarbures et de ressources halieutiques. Les incidents avec les

autres pays riverains (Vietnam, Philippines...) se multiplient depuis les années 1970, toujours au profit de la Chine, en raison de la force de sa Marine et des moyens supérieurs de ses 5 agences maritimes paramilitaires. Sa puissance maritime est en accroissement rapide tant pour soutenir son économie que pour s'opposer à son adversaire de référence, l'US Navy qui garantit l'indépendance de Taïwan. Elle dispose d'une importante flotte de sous-marins, dont la mission principale, comme celle des autres composantes de la marine chinoise, est la lutte contre les groupes aéronavals de surface.

Cette montée en puissance qui inquiète les pays riverains a entraîné la création ou le développement de forces sous-marines par ceux qui le peuvent. Elles sont composées d'unités toutes commandées à des pays occidentaux ou à la Russie et disposant de capacités en lutte sous la mer supérieures à celles de leur adversaire potentiel. L'aspect dissuasif traditionnel de ce type de bâtiment est encore accru par la très grande faiblesse de la marine chinoise en matière de lutte ASM (sous-marins, avions de patrouille maritime, bâtiments de surface, hélicoptères).

À l'ouest, la compétition qui s'est engagée entre la Malaisie et Singapour répond à une logique différente. Elle est avant tout la conséquence de l'inimitié qui règne entre les deux frères ennemis et de la vulnérabilité à une attaque préemptive des moyens militaires singapouriens du fait de l'étroitesse de son territoire et de ses approches maritimes. Pour pallier cette faiblesse, une partie notable de ses forces navales de surface et aériennes est basée à l'étranger. Les sous-marins dont elle vient de s'équiper sont par nature moins facilement détectables, en particulier dans des zones où le bruit ambiant est important.

3- Conclusion

La France est concernée à plus d'un titre par la situation dans la zone : la Nouvelle-Calédonie est proche ; nos armements maritimes participent aux flux ; enfin, par nos exportations de sous-marins et de bâtiments de surface ASM de qualité, nous participons à l'équipement et la formation de certaines marines de la région, faisant valoir l'excellence de notre matériel et montrant notre savoir-faire.

Au moment où la Marine nationale procède au renouvellement de l'ensemble de ses moyens de lutte sous la mer, et bien que cette zone ne soit pas parmi celles retenues par le Livre blanc

de 1998, une réflexion portant sur leur utilisation dans cet environnement difficile s'inscrirait bien dans le cadre de la connaissance et de l'anticipation qu'il préconise.



Article rédigé par le Capitaine de vaisseau (er)
Hugues Eudeline, docteur en Histoire